

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Algérie > Femme, patriarcat (Algérie) > **Algérie - Après les violentes agressions contre neuf institutrices : (...)**

Algérie - Après les violentes agressions contre neuf institutrices : Terrorisées, des dizaines d'enseignantes fuient Bord Badji Mokhtar

jeudi 10 juin 2021, par [AHSSINI Halima](#), [TLEMCANI Salima](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2021).

La famille de l'éducation ne décolère à Bordj Badji Mokhtar. Aujourd'hui, cinquante sept enseignantes, tout cycle confondu, ont quitté la ville par avion, trente huit autres ont pris le risque de faire le voyage par route, jusqu'à Adrar (770 km en grande partie en piste), dans des camions, et vingt autres sont parti mercredi dernier, fuyant le climat de terreur, qui règne depuis l'agression menée en pleine nuit, contre neuf institutrices à l'intérieur de l'école N°10 de Bordj Badji Mokhtar, où elles enseignent.



Tous les syndicats de l'éducation ont décidé d'arrêter les cours dans tous les établissements de la wilaya d'Adrar et de Bordj Badji Mokhtar, et d'organiser des rassemblements de protestation tous les jours de la semaine, jusqu'à ce que le ministre de l'éducation se déplace sur les lieux. Dans le cas échéant, ils annoncent le boycott de tous les examens.

C'est ce que nous a annoncé Ghafour Bensalmane, secrétaire du SATE (Syndicat algérien des travailleurs de l'éducation) et non SNTE (Syndicat nationale des travailleurs de l'Education) comme annoncé dans notre article paru ce matin, en précisant que d'autres actions de protestations pourraient être envisagées durant les jours à venir.

Depuis l'horrible agression des neuf institutrices, la panique s'est emparée de toute la communauté de l'éducation essentiellement des femmes, de cette ville, frontalière avec le Mali, où l'insécurité fait désormais partie de la vie quotidienne.

Ces femmes n'arrivent plus à supporter les menaces dont elles font l'objet depuis près de trois ans sans que les autorités ne daignent prendre les mesures nécessaires. Durant ces trois dernières années, les agressions, les attaques, les vols et les intimidations ciblant les enseignantes et à un degré moindre leurs collègues hommes, sont devenus légion.

Les dizaines de communiqués et de réunions avec les autorités ainsi que les nombreuses grèves et journées de protestation contre l'insécurité dans les écoles et aux alentours, dont les dernières en début du mois de mai en cours, n'ont abouti à rien. Compliquant davantage la situation.

Agressées à coup de couteaux, par des hommes enturbannés qui avaient investi leurs logements de fonction se trouvant à l'intérieur de l'école N°10, au centre de Bordj Badji Mokhtar, les neuf institutrices avaient vécu deux heures d'enfer, en cette nuit du lundi à mardi derniers.

Sorties miraculeusement vivantes de cette tragédie, elles continuent malheureusement à subir la pression des familles de leurs tortionnaires, qu'elles avaient reconnus et identifiés, de leurs proches qui ont peur « pour leur honneur », et des autorités qui veulent clore rapidement le dossier.

Les témoignages de nombreuses personnes que nous avons pu joindre sont glaçants. Quarante huit heures après l'agression, les victimes n'ont toujours pas subi d'examen du médecin légiste ou, à la limite, du gynécologue.

A Bordj Badji Mokhtar, c'est un médecin généraliste qui les a auscultées, et prodigué les premiers soins avant d'être transférées dans la journée du mardi, vers l'hôpital d'Adrar.

Pourquoi n'ont-elles pas bénéficié d'un tel examen ? Pourquoi les autorités ont-elles tout fait, pour maintenir les victimes loin de tout contact avec leurs collègues et leurs syndicats ? La question reste lourdement posée.

Chargée de la commission femme au sein du SATE (Syndicat algérien des travailleurs de l'éducation) à Adrar, Halima Ahssini, se déclare « offusquée » par ce qui arrive aux neuf victimes qui, dit elle, ne sont toujours pas en mesure de reprendre de sitôt les cours. Elle été parmi les premières à être informée du drame qui s'est déroulée à l'école N°10 de Bordj Badji Mokhtar et a tout organisé pour recevoir les victimes à Adrar.

Avec ses collègues de Bordj Badji Mokhtar et le secrétaire de l'organisation syndicale à Adrar, elle n'a cessé d'alerter sur le climat de violence et d'insécurité que vivent ses confrères et particulièrement ses consœurs dans l'enceinte même des établissements démunis de protection et du minimum d'une vie décente .

« Ces institutrices ont vécu l'horreur et cet horreur n'est pas encore terminé. Elles continuent à recevoir des menaces et de repréailles parce qu'elles ont reconnu et identifié, deux de leurs agresseurs devant les gendarmes. Elles font l'objet d'une campagne de dénigrement et de haine sur les réseaux sociaux, depuis qu'elles ont parlé des tortures et des violences qu'elles ont subies. De notre côté, en tant que syndicat, nous n'allons pas nous taire. Dimanche prochain, les enseignants de toute la wilaya d'Adrar, vont prendre part à un rassemblement de soutien avec nos collègues mais aussi pour dénoncer les violences qui leur ont été infligées et surtout l'insécurité dans laquelle se trouvent les établissements scolaires », affirme Halima. Elle n'est pas la seule.

De nombreux enseignants de la ville de Bordj Badji Mokhtar avec lesquels nous nous sommes entretenus expriment leur crainte de voir « ces agressions banalisées et impunies. Lors de la réunion avec le wali et les autorités sécuritaires, la communauté des enseignants de tous les paliers a exprimé sa colère et affirmé qu'elle ne reprendra pas les cours si des mesures adéquates de sécurité ne sont pas mises en exécution. Les enseignants sont terrorisés. Il faut les comprendre. Les crimes commis contre les neuf institutrices ne doivent pas rester impunis. Ces victimes ont droit à une prise en charge et une protection. Elles ont vécu un cauchemar et font aujourd'hui objet de chantage et de pression. Elles sont terrorisées. Elles ne doivent pas se sentir seules. Ce sont elles, qui ont besoin du soutien des autorités et de la société civile... » crie Mohamed, un instituteur collègue des neuf

victimes.

Salima Tlemçani

Halima Ahssini, chargée de la commission femme au Syndicat national des travailleurs de l'éducation pour la wilaya d'Adrar : « Ces femmes sont prises en otages, elles sont terrorisées et se sentent seules »

Chargée d'accompagner les neuf institutrices ayant subi de violentes agressions à l'intérieur d'une école à Bordj Badji Mokhtar, Halima Ahsini, de la commission femme du SATE (Syndicat algérien des travailleurs de l'Education) pour la wilaya d'Adrar, raconte les deux heures d'horreur que les victimes ont subi en cette nuit du lundi à mardi derniers, et crie sa colère contre les pressions et les menaces que des parties leur font subir pour qu'elles reviennent sur leurs témoignages.

Propos recueillis par .Salima Tlemçani

Salima Tlemçani : Vous avez été en contact direct avec les neuf institutrices agressées et violentées dans leur école en plein milieu de la nuit. Que vous ont-elles raconté ?

Halima Ahssini : Lorsqu'elles ont été transférées par avion à Adrar, je les attendais avec des membres du syndicat et des collègues à l'aéroport. Dès qu'elles nous ont vues, elles ont éclaté en sanglot. Dès leur descente de l'avion, elles ont été embarquées à bord d'un bus et emmenées directement à l'hôpital. Certains membres de leurs familles n'ont pu avoir accès à elles. Mais, une fois installées, elles étaient dans un état lamentable. Certaines étaient prises de crises de larmes, d'autres n'arrivaient même pas parler. Il a fallu du temps pour arriver à discuter avec elles. Deux seulement ont eu le courage de témoigner de l'horreur qu'elles ont vécue. Elles ont veillé puis mangé le shour, avant de s'endormir. Khadidja m'a raconté qu'elle avait entendu un bruit, qui l'a réveillé. Elle s'est levée dans le noir, et subitement, une voix basse lui fait chut en pointant un couteau vers son visage. Elle ne voyait que des ombres, mais son agresseur, s'est trop rapproché d'elle. Elle se souvient de tous les traits de son visage marqué par une cicatrice. Il l'a poussé brutalement par terre, et tombe sur d'autres institutrices qui étaient déjà à genoux. Une petite lumière s'allume et l'un des agresseurs réuni toutes les femmes dans une pièce, leur exige d'enlever les foulards. Il les scrutait une à une comme s'il était à la recherche de quelqu'un. Les victimes les suppliaient de les laisser mais en vain. L'une d'elles avait sa petite fille de 18 mois, qui pleurait sans cesse. L'agresseur l'a prise en otage et menaçait de la tuer s'il entend des cris. Durant deux heures, leurs appartements ont été mis à sac. Ils ont fouillé partout et pris tout ce qui était de valeur. Il y avait d'autres dehors mais personne n'a pu savoir combien, ils étaient. Khadidja avait du mal à dire ce qui s'est passé durant ces deux heures...

N'osait-elle pas parler des violences sexuelles qu'elles ont du subir ?

Elles n'arrivaient pas à en parler. J'ai insisté et elle a fini par me lancer : « crois tu qu'un voleur resterait deux heures à tourner en rond ? Ils nous ont alignées et prenaient à chaque fois une d'entre nous seule vers la chambre. Ils ne sont pas venus pour voler ». Puis elle a éclaté en sanglot. Elle n'arrivait plus à parler. La petite fille de 18 mois, qui était avec sa mère hospitalisée, n'arrêtait pas de pleurer. L'une d'entre elles a tenté de repoussé violement de la main, son agresseur, elle a reçu un coup de couteau dans la main. Elle ne pouvait même pas crier de peur, que le deuxième qui tenait le bébé, fasse du mal à ce dernier. On ne sort pas indemne d'une telle tragédie.

Ont-elles été présentées au médecin légiste ?

Elles ont été orientées vers l'hôpital d'Adrar, justement pour qu'elles bénéficient de tous les examens nécessaires. Mais, elles ont été mises sous perfusion, en raison de l'état de choc, dans lequel elles étaient, et jusqu'à leur sortie de l'hôpital, elles n'ont pas vu de médecin légiste ou de gynécologue. Elles refusent d'en parler. Cette agression a provoqué la terreur dans le milieu éducatif. Les enseignants ne veulent plus travailler à Bordj Badji Mokhtar. Ils veulent tous quitter la ville et les gens culpabilisent. Pourtant, cela fait trois ans que nous ne cessons d'alerter les autorités sur le problème d'insécurité dans les établissements. Aujourd'hui, on veut imposer le silence de ce viol collectif. Nous voulons que ces victimes soient protégées, que le ministre se déplace pour voir de visu dans quelles conditions le personnel de l'éducation travail. Les agresseurs ne sont pas étrangers à la ville. Ils sont connus des services de sécurité. Ce sont des récidivistes et n'ont jamais été inquiétés. Ils n'ont été appréhendés qu'en fin de journée. De telles agressions sont légions à Bordj Badji Mokhtar.

Voulez-vous dire des pressions sont exercées sur les victimes pour qu'elles gardent le silence ?

Exactement. Il y a d'un côté, les familles des agresseurs qui sont de la région et qui font tout pour faire croire qu'il n'y a rien eu. Il y a aussi les autorités qui veulent fermer ce dossier qui parasite les élections, et puis les familles des victimes qui pensent plus à ce qu'on appelle l'honneur. Ces femmes sont prises en otages. Elles se sentent seules.

Elles ont besoin de leur travail et toutes les parties concernées, leur font du chantage pour fermer définitivement cette grave affaire. Elles ont très peur. Peur pour leur vie. Peur pour leur travail qui nourri leurs familles, et peur pour leurs proches. Nous ne pouvons pas les laisser seules. Elles ont besoin de soutien et d'accompagnement. Elles sont dans un état catastrophique. Elles doivent bénéficier d'un suivi psychologique.

P.-S.

• El Watan. 20 mai 2021 à 20 h 27 min :

<https://www.elwatan.com/edition/actualite/apres-les-violentes-agressions-contre-neuf-institutrices-terrorisees-des-dizaines-denseignantes-fuient-bord-badji-mokhtar-20-05-2021>